



S'appuyant sur l'opinion, nos gouvernements doivent avoir le courage de trouver le chemin du changement. Photo Shutterstock

LE POINT
DE VUE

d' Olivier Klein

Manque de croissance, manque de réformes : le temps de l'action

La question n'est ni de droite ni de gauche. Il y a une urgence économique et sociale à enrayer le déclin français et défendre notre modèle en le rendant soutenable. Forts des exemples de nos voisins étrangers, nos compatriotes appréhendent mieux les réformes nécessaires.

Les réformes structurelles, qui améliorent le potentiel de croissance et l'efficacité d'une économie, sont aujourd'hui bien connues. La question n'est ni de droite ni de gauche. Il y a une urgence économique et sociale à enrayer le déclin français et défendre notre modèle en le rendant soutenable. Pourquoi alors éprouvons-nous autant de difficultés à résoudre les problèmes jumeaux de l'économie française, le manque de croissance et de réformes ?

Notre culture conflictuelle – droite/gauche, patrons/salariés, pays riches/pays pauvres, multinationales/peuples, etc. – ne peut plus nous empêcher de voir la réalité et de mettre en place les solutions concrètes et pragmatiques qui s'imposent. Autre frein aux réformes : un Etat historiquement hyperpuissant et centralisateur. Cette organisation, jadis utile à la France, n'est plus adaptée à une société et à une économie globalisées et organisées en réseaux. Le digital bouscule les rapports d'autorité. Par son omniprésence, l'Etat interfère entre chacun et la société. Au lieu de se sentir responsable face à la collectivité, l'individu exprime une demande forte d'Etat. Chacun refuse les réformes, méfiant quant à la réalité de l'effort réclamé aux autres.

Simultanément se sont érigés, au fil du temps, des groupes d'intérêts corporatistes puissants, des syndicats trop faiblement représentatifs dans les entreprises privées. Résultat : une sorte de « social corpora-

tisme » doublé de « social technocratie », pour reprendre les mots de Denis Olivennes. Difficile donc de penser symétriquement à ses devoirs autant qu'à ses droits et d'accepter les réformes.

Ajoutons un mélange culturel historique qui fait trop souvent de la compassion l'alpha et l'oméga de l'action politique et du débat médiatique, et nous empêche de voir les choses telles qu'elles sont ou de nous donner les moyens de les corriger. Compétitivité en déclin, chômage élevé, exclusion trop forte du marché du travail des jeunes, inégalité croissante des chances, niveau moyen relatif de compétence trop faible... Face à la réalité des faits, la compassion ne peut nous servir de politique et nous exonérer de bousculer quelques a priori et habitudes de pensée très spécifiquement françaises.

Heureusement, les Français prennent conscience des limites d'une compétitivité insuffisante. De règles trop lourdes. D'abus trop nombreux et non corrigés. Et de déficits publics permanents, dus à une sphère publique qui n'a pas suffisamment recherché l'efficacité du système, conduisant ainsi à des dépenses rapportées au PIB (et de fait à des impôts) parmi les plus élevées d'Europe, alors que la qualité des prestations publiques ne se situe que dans la moyenne.

Forts des exemples de nos voisins étrangers, nos compatriotes appréhendent mieux les réformes nécessaires pour mettre fin à cette spirale suicidaire. Pour permettre le



Face à la réalité des faits, la compassion ne peut nous servir de politique.

Pour remonter la pente, il nous faut bousculer quelques habitudes de pensée très françaises.

mariage heureux et nécessaire du vivre-ensemble et de l'envie d'entreprendre, dans une société fondée sur l'équité. Cette prise de conscience nouvelle doit permettre aujourd'hui aux gouvernements de traiter de façon crédible ces questions afin que les Français cessent d'être parmi les peuples les plus pessimistes au monde quant à leur avenir collectif.

S'appuyant sur l'opinion, osant éventuellement les référendums pour contrer les oppositions corporatistes, nos gouvernements doivent avoir le courage de trouver le chemin du changement, d'en expliquer le sens et de convaincre. Baisser les dépenses publiques certes, mais avec un plan d'ensemble pour réorganiser efficacement la sphère publique. Réformer, mais sans idéologie, notamment le marché du travail et le système de retraite. Enfin, conduire des politiques de compétitivité, notamment en baissant la fiscalité et les cotisations sociales des entreprises. C'est l'ensemble de ces changements qui donnent la possibilité, dans les contraintes qui sont les nôtres, de protéger durablement notre niveau de vie et notre protection sociale, en combinant à moyen terme augmentation de la croissance et réduction des déficits publics. Reste à en formuler la bonne programmation et le bon accompagnement. Gageons que, si le chemin est vertueux et résolu, le rythme en sera ajustable.

Olivier Klein est professeur d'économie et finance à HEC.